

Extrait du SUD Education

<http://www.sudeducation.org>

Révo' cul' à l'école élémentaire

- Fédération - Communiqués -



Date de mise en ligne : vendredi 22 février 2008

SUD Education

Saint-Denis, le 21 février 08

Les diverses déclarations de Darcos et de Sarkozy et la publication en novembre 2007 du Protocole de discussion entre le ministre et 2 syndicats du premier degré (la Fédération Sud-éducation a refusé d'y participer, et la CGT ne l'a pas signé) laissait déjà deviner l'ampleur du bouleversement du fonctionnement des écoles que ce soit pour les enseignants, pour les élèves et les contenus d'enseignement.

L'annonce hyper médiatisée de la suppression du samedi matin travaillé et la réduction du temps d'enseignement des élèves à 24h (au lieu de 26h) a occupé les esprits des enseignants du premier degré se demandant légitimement comment réaliser en 24h ce qu'il était déjà difficile de faire en 26h et comment ils seraient occupés sur ce temps « libéré » pour les élèves... Pendant que certains syndicats négociaient en toute opacité sur l'affectation des heures du samedi matin, les rumeurs allaient bon train alourdissant le climat des salles des maîtres.

Le 1 février 2008, dans la logique du « travailler plus pour gagner plus » sous la forme d'heures sup défiscalisées, une note de service du ministre aux recteurs demande aux enseignants de proposer « un nouveau service » aux élèves en difficulté sous la forme de stage de remise à niveau et ceci dès ... les vacances de printemps !

Quelques jours après, un « relevé de conclusion commun pour la réutilisation des heures supprimées le samedi matin, pour l'aide aux élèves rencontrant des difficultés à l'école primaire » signé par le SE-UNSA et la CFDT, (le SNUIPP réservant toujours sa signature tout en ayant participé aux discussions) « précise » la nouvelle répartition horaire.

Le volume horaire des enseignants est inchangé à 972h sur 36 semaines. Soit 864 h annuelles devant la classe (24h hebdomadaires) et 108h en dehors de ce temps de présence : 6h de conseils d'écoles (inchangé), 18h d'animations pédagogiques et de formation au lieu de 12h, 24h de travaux en équipes et relations avec les parents et 60 heures « consacrées à des actions directes auprès des élèves en difficulté » évalués à 15% de la totalité des élèves.

Malgré ce « saucissonnage » apparent, il y a toujours un flou complet puisque les 60h d'action « directe » sur les élèves dits en difficulté ne sont aucunement réparties officiellement : à ce jour, on ne sait toujours pas si elle seront sur une demi-journée à raison de 2h, le mercredi par exemple ou de 30 min par jour... Tout dépendra des communes et des contraintes de ramassage scolaire, d'occupation des locaux...

Dernier acte, le 19 février, grand messe une nouvelle fois médiatisée où Darcos fait « tenir » les contenus d'enseignement dans 24h au lieu de 26h. Les nouveaux horaires ainsi « proposés » à la « concertation » se répartiraient de la façon suivante : 10h en français en CP/CE1 puis 8h sur le cycle 3, 5h en mathématiques, 4h en EPS, 1h30 en langue vivante, un volume horaire supplémentaire en histoire de l'art...et un temps non défini pour « l'instruction civique et morale » !

Car l'une des trouvailles de la révolution conservatrice de Darcos, c'est le retour à la morale et à la patrie à coups de maximes écrites sur le tableau noir ! Obéir, se soumettre, vouvoyer, se lever à l'écoute de l'hymne national ! Voilà ce que Darcos propose aux enseignants pour faire des élèves de futurs adultes fiers de travailler plus pour gagner plus sous la férule des patrons !

Et si les enseignants rechignent à mettre en oeuvre ces dispositions ou s'ils ne font pas « réussir » leurs élèves, les évaluations en fin de CE1 et de CM2 qui seront rendues publiques école par école permettront de traquer les incompetents et de les condamner à la relégation dans les stages de remise à niveau que les nouveaux inspecteurs

recrutés organiseront pour eux.

La pédagogie dont Darcos et ses « experts » veulent se démarquer, c'est celle des programmes de 2002 qu'ils considèrent comme utopiste et animée d'un désastreux esprit de mai. C'est donc le retour au français (exit la maîtrise de la langue !), avec les leçons de grammaire, conjugaison (Ah, le retour tant attendu du plus- que- parfait !), le vocabulaire, l'écriture, et la tant regrettée...rédaction (au lieu de la production d'écrit) bien détachées de tout contexte textuel. En géographie, on se recentrera sur notre beau territoire et en histoire, chronologie et grandes dates de l'histoire de France seront à l'honneur. De toutes façons, une fois ajouté le tout, il n'y a plus de temps disponible pour ces disciplines ainsi que pour les sciences. En CM2, il faudra aussi honorer la mémoire d'un enfant déporté puisque notre président se complaît dorénavant dans le marketing de la Shoah. En maths, règle de trois et techniques opératoires sont censés former enfin les bons esprits attendus au collège.

Cerise sur le gâteau, le ministre propose que ces nouveaux programmes soient discutés par tous les collègues au cours d'une journée banalisée. Cela permet de laisser penser que cette réforme se fera suite à un débat « démocratique » comme cela avait été soi disant le cas avec "le grand débat sur l'école". Qui serait assez candide pour croire que le ministre reverra sa copie si une majorité de collègues se prononçait contre ce programme de retour aux fondamentaux ?

La Fédération Sud-éducation :

- ▶ **dénonce à nouveau l'arnaque de la suppression du samedi matin qui ne correspond qu'à une logique comptable de suppression de postes dans le secteur du RASED (aide aux enfants en difficulté) et les discussions engagées sur le dos des enseignants.**
- ▶ **appelle les enseignants à refuser les stages de remise à niveau de nos élèves durant les vacances et la communication de leurs noms aux inspections académiques. Nous continuons de dénoncer le recours aux heures supplémentaires défiscalisées qui mettent en péril l'ensemble de la protection sociale et les retraites.**
- ▶ **demande aux enseignants en conseils des maîtres de faire remonter le refus de ces nouveaux programmes de caporalisation des élèves, de stigmatisation des « mauvais » éléments et de s'opposer aux modifications concernant les 108 heures.**

Nous continuons à revendiquer la réduction du temps de travail, des effectifs allégés, des moyens en poste et une école émancipatrice et formatrice d'un véritable esprit critique.